

ABOU DABI – Séance quotidienne des boursiers
Mardi 31 octobre 2017 – 12h00 à 13h30 GST
ICANN60 | Abou Dabi, Émirats arabes unis

ZAHID JAMIL :

... interagir et peut-être s'intégrer à notre processus. Donc on évalue les profils de ces personnes, on évalue s'ils ne seraient pas des bons candidats pour occuper des sièges du Conseil d'Administration qui sont à pourvoir. Nous avons également la responsabilité de désigner des postes de direction au sein d'autres SO ou AC, c'est-à-dire au sein d'autres organisations de soutien ou comité consultatif. L'ICANN, vous savez, est pleine d'abréviations et ce n'est pas toujours évident.

Alors, suivant le type de poste auquel vous êtes désigné, le comité de nomination a la responsabilité de pourvoir à ces postes. Donc au sein du Conseil d'Administration cette année, nous avons trois postes à pourvoir et nous, en tant que comité de nominations, devons trouver des personnes au sein de la communauté et en dehors de la communauté qui seront capables d'occuper ces postes. De même, il y aura un poste sans droit de vote au sein du conseil de la GNSO, la GNSO étant l'organisation de soutien aux extensions génériques qui s'occupent des TLD, des noms de domaines de premier niveau.

Remarque : Le présent document est le résultat de la transcription d'un fichier audio à un fichier de texte. Dans son ensemble, la transcription est fidèle au fichier audio. Toutefois, dans certains cas il est possible qu'elle soit incomplète ou qu'il y ait des inexactitudes dues à la qualité du fichier audio, parfois inaudible ; il faut noter également que des corrections grammaticales y ont été incorporées pour améliorer la qualité du texte ainsi que pour faciliter sa compréhension. Cette transcription doit être considérée comme un supplément du fichier mais pas comme registre faisant autorité.

Donc c'est à nous de trouver des personnes pour ces postes. Nous avons deux sièges, l'un de l'Europe, l'un de l'Amérique du Nord, au sein de l'ALAC, c'est-à-dire l'organisation At-Large ; c'est l'organisation qui représente les utilisateurs, les individus. Donc il faut que l'on trouve des personnes qui soient intéressées et que l'on les désigne pour occuper ces postes.

Et puis il est fort probable également qu'il y ait des postes au sein de la ccNSO, c'est l'organisation de soutien aux extensions géographiques. Donc on doit désigner deux personnes pour la ccNSO.

C'est-à-dire qu'en ce moment, nous avons des processus pour nous organiser nous-mêmes. On se réunit pour définir quels seront les processus que nous allons suivre tout au long de cette année, et en début de janvier, notre site web aura une invitation qui sera une invitation à la communauté en général et à toutes les personnes qui n'appartiennent pas à la communauté pour qu'ils présentent leur candidature aux différents sièges que je viens de mentionner. Donc nous aurons tout cela publié. Si vous connaissez des personnes, qu'il vous semble, seraient les bons candidats pour ces postes, nous vous encourageons à les contacter, à leur demander de se présenter parce que les décisions que nous prenons pour désigner des personnes ne sont bonnes que si nous trouvons des bons candidats. Mais les candidats doivent suivre le processus : il faut compléter le

formulaire de candidature, il faut qu'il soit présenté avant la date butoir. On ne peut pas aller chercher des personnes comme cela. Des fois, on a des entretiens avec des personnes pour le Conseil d'Administration et une fois que le comité de nomination prend la décision de qui est désigné, c'est un processus confidentiel, nous annonçons les candidats que nous avons choisis. C'est comme cela que nous annonçons nos désignations.

Ici, à mes côtés, j'ai Damon Ashcraft, le président élu pour l'année prochaine. Donc nous avons un processus de succession, c'est-à-dire qu'on a un président en fonction et un président élu. L'année dernière, Hans Petter, un peu plus loin à ma droite, était le président du NomCom. Il est maintenant président-adjoint, c'est-à-dire qu'il est conseiller au président. C'est-à-dire que quand vous êtes élu pour président du NomCom, vous passez trois ans au sein du groupe : une année à apprendre, une année à faire le travail et une année à venir prendre un pouls. Non, ce n'est pas vrai mais vous venez conseiller le président en fonction. Des fois, le rôle de président-adjoint est encore un peu plus difficile. Donc je vais maintenant céder la parole à Damon, le président élu qui aurait peut-être des informations à ajouter.

DAMON ASHCRAFT :

Merci Zahid et merci à tous d’avoir pris le temps de venir nous écouter aujourd’hui. Nous sommes très enthousiastes de cette possibilité de vous adresser la parole en tant que boursier parce que vous avez consacré du temps pour venir jusqu’ici, voyager à Abu Dhabi à cette réunion pour apprendre au sujet de l’ICANN et ça, c’est fantastique.

Quant au comité de nomination, l’un de nos rôles principaux est donc de recruter. Et en grande mesure, nous recrutons pour des postes de direction mais ce n’est pas la seule chose que nous faisons. Il y a beaucoup de postes de direction qui viennent d’au sein de l’organisation. Il y en a qui viennent d’en dehors de l’organisation mais il y a beaucoup de membres qui viennent déjà de l’organisation. Donc cela fait du bien de vous voir ici, de vous voir engagés. Et ici à Abu Dhabi, je vous encourage à vous pencher sur les différents groupes pour évaluer ce que fait chacun des groupes que vous rencontrerez et voir quel est celui qui vous intéresse pour vous impliquer davantage.

Bien sûr, vous êtes des personnes qui connaissez du succès au-delà de l’organisation et peut-être qu’un jour, vous occuperez un poste au sein du Conseil d’Administration ou un autre poste de direction et que vous vous retrouverez ici. Donc nous sommes très contents de vous avoir et nous sommes prêts à répondre à vos questions, s’il y en avait.

ZAHID JAMIL : Merci Damon.

Hans ?

HANS PETTER HOLEN : Oui. Je voudrais souligner que le NomCom désigne la moitié des sièges au sein du Conseil d'Administration donc si vous voulez vous impliquer et potentiellement arriver au Conseil d'Administration d'ici cinq ans à travers l'ICANN, il faudrait que vous fassiez certains travaux. Donc la ccNSO, la GNSO désignent chacun leurs membres du Conseil d'Administration. Or, le NomCom apporte une vision indépendante où toutes les organisations de soutien, les comités consultatifs, nominent des personnes qui sont des candidats pour occuper des postes au sein du Conseil d'Administration. Donc ce sont des personnes qui sont nommées par chacune des organisations de soutien pour un terme de deux ans, donc ils désignent quelques membres du Conseil d'Administration, et puis nous désignons le reste.

Mais le plus important sont les organisations de soutien parce que le travail de politique au sein de l'ICANN ne se fait pas au Conseil d'Administration, il se fait au niveau des organisations de soutien. Donc si vous connaissez des personnes qui veulent

contribuer, qui veulent marquer une différence pour le comité consultatif de la GNSO, pour la ccNSO, c'est à vous de trouver les bons candidats. C'est eux qui font le travail. C'est pourquoi je vous encourage à y réfléchir, à vous demander si vous ne voulez pas participer, peut-être que vous voudrez assister à quelques réunions avant de prendre cette décision.

Et d'ailleurs, j'ai une proposition à vous faire. Moi, dans les années 1990, j'ai commencé comme cela. Et je me suis dit : « Et peut-être qu'on pourrait rédiger les politiques avant qu'elles ne soient mises en œuvre. Donc je vais le proposer. » Et c'est comme cela que j'ai commencé et voilà où on en est. Vous voyez ?

Donc si vous regardez la composition du Conseil d'Administration, vous verrez qu'il y a des anciens boursiers. Donc nous avons beaucoup de personnes qui viennent du programme des boursiers et qui font de bonnes contributions au programme et à l'organisation. Alors demandez-vous s'il n'y a pas du potentiel pour vous de faire des contributions substantielles.

SIRANUSH VARDANYAN : Oui, d'ailleurs, dans cette dernière série de nominations, nous avons eu deux anciens boursiers qui ont été sélectionnés.

Merci tous les trois. Nous allons maintenant profiter des quinze minutes qu'il nous reste pour poser des questions à nos représentants du NomCom. Nous allons commencer par Victor.

VICTOR JAVIER BECERRA RAMOS : Merci. Bonjour, je m'appelle Victor Becerra. Je suis Vénézuélien.

SIRANUSH VARDANYAN : Vous pouvez parler dans votre langue maternelle. Nous avons des services d'interprétation. Profitez-en, si vous voulez, bien sûr.

VICTOR JAVIER BECERRA RAMOS : Je préfère parler en anglais.

SIRANUSH VARDANYAN : Très bien, je préférerais vous le dire.

VICTOR JAVIER BECERRA RAMOS : Je n'ai peut-être pas le meilleur accent mais je préfère de parler en anglais.

J'ai quelques questions, dont la première porte sur le processus de nomination : quelles sont les critères que vous appliquez pour sélectionner des personnes en dehors de l'ICANN ? Quels

sont les critères principaux ou les exigences que cette personne devrait respecter ? Et puis quelles sont les exigences ou les critères les plus importants pour les personnes au sein de l'ICANN ?

Et puis d'autre part, je ne sais pas si je pose la bonne question parce que j'ai vu hier, lors le forum public, qu'il y a eu une discussion qui portait sur les crédentiels, soi-disant, des membres du Conseil d'Administration. Je n'ai peut-être pas bien compris mais c'était un débat très passionné et je n'ai pas pu suivre tout à fait de quoi il s'agissait. Peut-être que vous pourrez me l'expliquer un peu mieux, ou alors autrement, est-ce que vous pourriez me dire où consulter de quoi il s'agissait ?

DAMON ASHCRAFT :

Merci de cette question, je suis content d'avoir cette question.

Lorsque nous évaluons des candidatures de personnes en dehors de l'organisation, nous n'avons pas de règles absolues quant aux critères pour les individus d'en dehors de l'organisation, des règles pour les individus qui participent déjà à l'organisation. En termes généraux, bien sûr, cela varie et selon les différentes organisations au sein de l'ICANN, nous allons désigner les dirigeants, mais si vous voyez le Conseil d'Administration ou tout autre unité constitutive, nous commençons par voir si cette personne fera que l'organisation

fasse des progrès. Il s'agit d'un processus difficile et je le comprends. Donc nous cherchons des personnes qui aient des capacités de direction qui soient démontrées, des personnes qui aient un bon caractère, des personnes intelligentes, intéressées et qui connaissent déjà l'ICANN. Cela ne veut pas dire qu'il faut que vous fassiez partie de l'organisation.

Nous avons eu des directeurs, qui ont fait un très bon travail, qui n'avaient jamais assisté à des réunions de l'ICANN avant leur entretien pour le poste au sein du Conseil d'Administration. Cela arrive et c'est cela qui est bien au sein de l'ICANN : c'est le fait que ce n'est pas difficile de s'impliquer au sein de l'ICANN. Vous n'avez qu'à montrer votre intérêt, à venir, à faire votre travail et vous pourrez tout simplement faire des contributions d'importance.

ZAHID JAMIL :

Vous verrez que si vous lisez les statuts constitutifs qui ont été adoptés en 2016, il y a des critères stipulés suivant ce que nous sommes tenus de faire par l'ICANN et ses statuts constitutifs et par la loi. Mais le but du NomCom, je pense, c'est d'essayer de trouver des personnes, qui nous semblent, vont le mieux desservir la communauté. Cela ne veut pas dire nécessairement que cet individu particulier vient de l'organisation ou d'en dehors de l'organisation

C'est un grand débat chaque année au sein du NomCom : est-ce que nous voulons avoir des personnes indépendantes qui ne connaissent pas l'ICANN, ou alors nous préférons choisir des personnes qui appartiennent à la communauté de l'ICANN et qui connaissent déjà les processus ? Et nous avons choisi des candidats des deux groupes. On a eu des personnes qui n'avaient jamais été à une réunion de l'ICANN, qui ne savaient pas ce qu'était l'ICANN et qui ont fait un travail magnifique et qui étaient des individus d'une grande importance pour le Conseil d'Administration pour les organisations. Puis il y avait des personnes qui venaient d'au sein de la communauté qui ont également fait un très bon travail parce qu'ils comprenaient déjà ce que faisait l'organisation. Donc on n'a pas d'exigences ici qui puissent vous exclure. Ce qui est important est d'avoir des compétences, de l'expertise et de montrer que vous pourrez faire une contribution.

HANS PETTER HOLEN : Est-ce que vous voulez que je réponde à la dernière partie ? Je n'étais pas là au forum hier donc je ne sais pas ce qui a été discuté, mais je pourrais dire que le NomCom ne partage aucun des fondements pour ces désignations. Donc ces informations que nous recevons sur les candidats sont confidentielles, mais nous publions notre processus ; nous vous disons ce que nous faisons, comment fonctionne le processus, mais nous ne

divulguerons point les noms des candidats, leurs qualifications, leurs compétences ou les raisons pour lesquelles nous avons désigné un candidat ou un autre.

Cette année, il y a eu des organisations qui ont rejeté certaines désignations. Donc nous avons reçu une lettre d'une SO qui, comme je l'ai dit hier, m'a semblé complètement inappropriée. La candidate qui avait été désignée était là et elle a dit que cela aurait dû être traité différemment parce que nous avons des personnes au fond du processus et il faut que nous prenions compte de leurs sentiments. Cette désignation du NomCom, à mon avis et suivant les conseils juridiques que nous avons reçus, était conforme aux statuts constitutifs. La ccNSO avait envoyé un conseil en 2013 par rapport auquel nous n'avions pas d'information, nous n'étions pas au courant de ces conseils et cela aurait peut-être pu changer, la situation. Je ne sais pas quelle a été la discussion sur la désignation au sein de la GNSO parce que vous en avez peut-être entendu parlé dans les couloirs, mais il faudra que vous fassiez vos propres recherches pour savoir si les informations qui ont été partagées étaient correctes ou pas.

Une partie de notre processus fait recours à un enquêteur indépendant qui vérifie le CV, qui vérifie ce que vous ajoutez sur le formulaire pour voir si vous avez des antécédents, un casier pénal. Donc il vérifie si tout est correct, et donc on vérifie si les

rapports pourraient avoir des informations qui auraient eu un impact sur la décision du NomCom ou pas. C'est ce que nous ferons dans ce cas-là.

Pour l'année prochaine, nous espérons pouvoir le faire d'emblée, même avant. Mais en ce moment, le problème, c'est qu'il y a des personnes au sein de la GNSO qui pourraient ou pourraient ne pas avoir des critères qui aient été communiqués au NomCom. J'ai cherché dans les archives, par exemple, et je n'ai jamais trouvé d'exigences pour les désignés au sein de la GNSO par le NomCom.

Donc ce que vous verrez ici sans savoir ce qui a été discuté exactement, c'est qu'il y a des discussions qui se font déjà et qui n'ont pas toujours de justification ou de raison d'être.

SIRANUSH VARDANYAN : Alors il ne nous reste que 10 minutes et vos interventions devraient se limiter à 30 secondes parce que nous avons beaucoup de personnes dans la salle. Nous aurons Chenai, Sonia, Abdeljalil, Alexander et Dina. Et puis nous allons clore la liste d'intervenants.

CHENAI CHAIR : Je sais que je n'ai que 30 secondes mais ma question est de savoir si, à votre avis, il y a un équilibre au niveau des genres

dans les candidatures pour des postes de direction au sein de l'ICANN, suivant la question qui a été posée hier. Pourquoi on n'a toujours pas d'équilibre au sein du Conseil d'Administration de l'ICANN ?

ZAHID JAMIL :

Je vous remercie de nous poser cette question et je pense avoir une bonne réponse à vous donner.

Cette année, non pas mon année mais l'année précédente, lorsqu'Hans était président, vous verrez que les postes qui ont été désignés au sein du Conseil d'Administration n'étaient que des femmes ; il y avait deux sièges. C'était le maximum qu'on avait à faire ; on n'avait que deux sièges à pourvoir. Mais c'était deux femmes qui ont été désignées, et le NomCom 2017... et c'est grâce à Hans. Moi, j'étais président élu mais ce n'était pas ma décision. C'était Hans qui était le président à l'époque et c'est lui qui s'est chargé de cette mission d'améliorer l'équilibre. Eue ce soit au petit déjeuner du DNS, au cocktail, au showcase, il a toujours divulgué cela. Et après la deuxième réunion de l'année, dans la même semaine, notre personnel a reçu énormément de candidatures de femmes. Et nous souhaiterions le voir encore cette année. Nous voudrions nous assurer que nous aurons plus de formulaires, plus de candidatures venant de femmes. On nous dit qu'il est difficile de trouver les femmes

mais je ne pense pas que ce soit vrai. Je pense qu'il faut les trouver. Il y a énormément de femmes qualifiées et l'exemple est qu'on a désigné deux personnes au sein du Conseil l'année dernière.

Donc il est important que vous et les gens de la communauté envoyiez des candidatures pour que nous les prenions en considération au moment de faire les désignations. Et bien sûr, nous sommes conscients des besoins de diversité. Nous n'avons pas d'exigences spécifiques d'équilibre de genre mais vous pouvez être sûr que lorsque la communauté en parle, nous avons des réponses à leur donner. C'est ce que nous avons fait l'année dernière.

Question suivante ?

HANS PETTER HOLEN : On avait eu 36 % de candidatures de femmes l'année dernière.

SIRANUSH VARDANYAN : Sonia ? Est-ce que vous pouvez vous rapprocher ? Merci. Abdeljalil, Alexander et Damien.

ABDELDJALIL BACHAR BONG: Merci beaucoup. Je vais parler en français. Avant tout, merci. Je suis monsieur Adbeljalil, Fellowship du Tchad.

Donc ma question est : comme vous savez, le NomCom est conçu pour fonctionner en toute indépendance du Conseil d'Administration et d'autres entités. Alors quel est le rôle du NomCom pourrait apporter un peu la diversité, par exemple la diversité géographique et l'expertise dans les choix des candidats ? Par exemple dans votre site web, quand j'ai vu, ils disent que la maîtrise de l'anglais est une exigence pour tous les postes. Mais donc si la personne ne parle pas l'anglais, donc il n'a pas le droit d'aller. Donc quelle est la diversité ? Donc est-il possible... Il faut apprendre l'anglais d'abord pour postuler au poste ? C'est ça ma question.

ZAHID JALIL :

Pas obligatoirement. Je ne pense pas que parler une langue plus que l'autre soit un problème. La langue de travail d'ICANN est l'anglais en général. Nous avons des francophones, des personnes qui viennent d'Amérique latine aussi, qui ont participé, qui sont capables de participer. D'ailleurs, vous voyez le nombre de participation dans sept langues différentes. Vous voyez nos traducteurs, et vous voyez que la participation est encouragée.

Il est clair qu'il est difficile d'avoir une réunion du Conseil avec six traducteurs et je sais qu'en Afrique par exemple, il y a des gens qui sont francophones, des gens qui sont anglophones, et

c'est difficile de travailler avec différentes langues. Donc c'est bien d'avoir une seule langue de travail. Voilà, c'est de cela qu'on parlait.

Au niveau de la diversité du NomCom maintenant, le seul prérequis que l'on a qui est obligatoire – c'est un prérequis important au sein du NomCom et au sein d'ICANN – c'est un équilibre géographique. C'est la seule chose que nous avons. Par exemple au niveau du Conseil, on ne peut pas avoir plus de cinq postes avec des personnes venant de la même région. Donc admettons en Asie-Pacifique, il y avait cinq membres du Conseil qui venaient de cette région et nous ne pouvons chercher des membres que dans les autres régions restantes.

Donc la diversité géographique est un point très important, un prérequis de nos statuts. Et dans les statuts, on parle de diversité culturelle ; c'est un autre point important. Et je peux vous dire qu'on ne parle pas beaucoup du NomCom mais en réalité, toutes les SO, les AC, les comités consultatifs, les organisations de soutien nous envoient leurs représentants au NomCom. Nous ne sommes pas un groupe spécial. Nous représentons la société civile mais nous sommes aussi autre chose ; nous représentons la communauté. Donc tous les gens qui viennent d'Amérique latine, d'Inde, du Pakistan, de différents pays d'Asie, d'Afrique, donc en général, il y a une

certaine diversité mais cela dépend aussi de ce que l'on nous envoie.

ABDELDJALIL BACHAR BONG: J'ai plutôt un commentaire. Par exemple, comment vous allez faire les check des candidats ? Par exemple les pays d'origine, pays de nationalité ou bien comment vous devez savoir que la personne détient trois ou quatre nationalités ? Il peut être Africain, demain Européen et après, il peut être Américain. Donc il va utiliser des [inintelligible]. Comment vous allez faire les check ? Comment ?

ZAHID JAMIL :

Bien, c'était quelque chose que nous laissons en général au niveau du candidat. En général, il y a un concept qui s'appelle le domicile sur lequel nous nous basons. Moi, je suis du Pakistan, je suis une personne du Moyen-Orient et admettons que je vive en Angleterre – c'est là où je vis actuellement –, je suis domicilié en Angleterre. Donc c'est moi-même qui vais déclarer dans ma candidature, dans mon formulaire de candidature, si je veux être considéré comme quelqu'un d'Européen, d'Angleterre ou de la région d'Asie-Pacifique. C'est moi qui décide. Si je fais une déclaration complète, elle sera prise en compte dans ce processus.

SIRANUSH VARDANYAN : Alexander ?

ALEXANDER ISAVNIN : Une petite intervention.

Je vais demander à Hans Petter Holen de rester pour la deuxième partie de cette réunion parce qu'il peut nous aider ici.

Et la deuxième chose, à la demande de Hans Petter Holen, cette séance de boursiers, moi-même j'ai été au NomCom à une certaine époque et je dirais que je suis assez déçu des résultats du groupe de boursiers. Et ma question...

SIRANUSH VARDANYAN : Vous parlez des Fellowships ou du NomCom ?

ALEXANDER ISAVNIN : La séance de boursiers à laquelle j'ai participé, j'ai demandé qu'on m'explique comment ils travaillaient et j'ai testé ce système. Ce n'est pas difficile de se présenter pour le NomCom et pour les boursiers... C'est un petit peu difficile et les résultats sont décevants. Je pense que vous n'êtes pas suffisamment diversifiés ou je ne suis pas suffisamment diversifié. Mais la question, ce n'est pas cela. Vous avez expliqué la façon dont vous sélectionnez les meilleurs candidats mais vous n'avez pas

expliqué comment vous avez été sélectionné ou élu vous-même, de façon à ce que votre autorité soit justifiée. Est-ce que vous pouvez nous en parler un petit peu plus ?

ZAHID JAMAL :

Vous avez un problème, peut-être. D'abord, vous êtes un homme ; c'est important. Nous avons une ambiance très relax, ne vous inquiétez pas. Je suis moi-même un homme donc je n'appartiens pas vraiment à cette diversité ; donc vous êtes un homme. Et puis si vous venez d'Amérique du Nord, vous avez un autre problème. Donc je vais vous donner un exemple. Je vais répondre à votre question ; c'est intéressant.

L'année avant l'année dernière, nous avons nommé plusieurs hommes à des postes au sein du Conseil. Ils venaient de différentes régions donc ils étaient divers et il y avait une certaine diversité. Il y avait des gens du Moyen-Orient, d'Angleterre, etc. Donc on pensait qu'on avait fait un bon travail au niveau de la diversité mais les gens nous ont dit : « Les femmes alors ? Où sont les femmes ? » On a répondu : « On a deux postes pour le Conseil. » On a mis des femmes. Et maintenant, on nous dit ces personnes sont de la GNSO, d'Amérique du Nord et sont blanches toutes les deux. Donc vous voyez, c'est type de défi que nous avons.

Ce que j'essaie de vous dire, c'est que non, il n'y a pas une chose qui s'appellerait ne pas être suffisamment diversifié. Tout dépend du nombre de personnes qui sont disponibles, de ce que nous cherchons. Si vous avez une certaine expertise, je vous dirais que nous ne pouvons pas dire « Choisissons d'abord les femmes. » ou « Choisissons d'abord les blancs. » Non, jamais. Nous regardons quels sont les candidats, nous regardons s'ils nous intéressent. Ensuite, dans le haut niveau du processus que nous suivons, nous allons y réfléchir, mais la quantité, c'est un point que nous considérons avant tout. Donc on peut chercher des femmes, on peut chercher des femmes qui viennent de différentes régions, mais il n'y a pas que ça qui compte. On ne va pas nommer quelqu'un seulement parce que cette personne répond aux critères de diversité.

Deuxième question... Je crois que j'ai oublié la deuxième question en réalité

SIRANUSH VARDANYAN : Nous n'avons pas beaucoup de temps.

ORATEUR NON-IDENTIFIÉ : C'était à propos de la confiance.

SIRANUSH VARDANYAN : Oui, c'est important.

ZAHID JAMIL : Nous sommes en général des personnes qui sont au NomCom, qui ont suivi le processus du NomCom. Je viens de BC, Damon vient de IPC. Nous avons passé pas mal de temps au sein du NomCom. Ensuite, nous avons été évalués. Il y a eu un sous-comité du conseil qui va sélectionner les personnes qui sont nommées. Donc on a un mélange, au niveau du conseil, qui prend les décisions et des personnes qui doivent être passées par un processus de nomination pour le NomCom.

SIRANUSH VARDANYAN : Dina, soyez brève.

DINA SOLVEIG JALKANEN : Bonjour, je suis Dina. J'ai une question très courte.

Comment est-ce que vous décidez, concernant le deuxième mandat, ou comment est-ce que vous savez qu'une nomination a été positive en tout cas ?

ZAHID JAMIL : Une fois que nous nommons quelqu'un à un poste particulier, nous avons fini notre travail. Nous n'avons plus rien à voir dans cette nomination. Si la personne veut rester, elle peut se

présenter et dire qu'elle est intéressée, qu'elle veut rester, ce qui peut arriver ou pas. Dans ce cas, cela peut être intéressant de demander à cette personne quelle a été son expérience, etc. Mais nous n'avons un processus en lui-même, comme vous l'avez dit, pour renommer les gens.

Hans, allez-y.

HANS PETTER HOLEN : Le Conseil fait des révisions des membres du NomCom ; c'est publié. Et le NomCom a demandé pendant des années de faire la même chose de façon à ce qu'on puisse avoir une évaluation des membres du Conseil et de publier cela. Donc le NomCom peut dire cela mais d'autres organisations peuvent dire cela aussi. Et nous encourageons toutes les organisations de soutien de faire la même chose pour que ce ne soit pas seulement les gens qui sont envoyés à une organisation, mais aussi le reste de la communauté qui peut voir comment les gens fonctionnent. Donc c'est une bonne question. Et une partie du problème, c'est que, il y a trois, lorsque les gens se représentaient à nouveau, on a des nouveaux membres du NomCom. Donc il nous faut avoir une meilleure manière pour obtenir des commentaires concernant les performances des membres du NomCom pour être au courant.

SIRANUSH VARDANYAN : Nous avons beaucoup d'autres questions au NomCom, au comité de nominations. Mais je vais encourager les boursiers qui ont des questions à poser au NomCom. Maintenant que vous connaissez les membres du NomCom, je vous encourage à aller les voir, à leur poser directement des questions. Je vous remercie beaucoup pour votre participation et nous espérons avoir bientôt une autre réunion avec vous. Bien.

Maintenant, nous allons donner la parole à Filiz Yilmaz qui est déjà parmi nous. Nous nous excusons pour ce retard.

HANS PETTER HOLEN : Je pars demain matin. Il y a une séance sur la révision du NomCom. Si cela vous intéresse, vous pouvez venir parler avec les responsables de cette révision du NomCom.

SIRANUSH VARDANYAN : Merci Hans.

Je vais maintenant présenter Filiz Yilmaz qui est la présidente de ASO, organisation de soutien à l'adressage. Et je lui donne tout de suite la parole. Filiz Yilmaz, vous avez la parole.

FILIZ YILMAZ : Merci beaucoup. Merci de m'avoir présentée, Siranush. Je suis la présidente de cette organisation de soutien à l'adressage et j'ai

quelques diapositives à vous présenter, mais je voulais aussi faire quelque chose d'interactif, un petit peu comme la séance du NomCom. Donc si vous avez des questions, allez-y, posez-les moi. Bien. Je vais pouvoir vous passer moi-même les diapositives.

Je crois qu'on vous a déjà parlé des organisations de soutien et du conseil de l'adressage. Nous faisons une série de choses au sein d'ICANN, mais une des choses qui est un peu spéciale en ce qui nous concerne, c'est que nous sommes la dernière partie de l'ICANN, d'une certaine façon. Nous représentons le dernier N de l'ICANN. Nous représentons les numéros, et il y a un système, le numéro AS. Et il y a un système pour l'enregistrement de ces numéros. C'est un peu différent du système d'enregistrement des noms de domaine. Et cela dépend encore d'ICANN. Un petit peu d'histoire maintenant.

De fait, l'organisation de soutien à l'adressage – et la création de cette organisation – répondait à la création d'ICANN en lui-même, parce que la communauté des nombres existait déjà avant la création d'ICANN. Donc on parle de ces organisations qui ont commencé, qui ont été créées dans les années '90 lorsqu'internet a commencé à devenir un outil important. Au début, c'était seulement un outil académique et puis petit à petit, il s'est étendu et développé et devenu commercial, etc. Si l'histoire d'internet vous intéresse, c'est un sujet qui m'intéresse

beaucoup ; je peux vous en parler. Et quelqu'un a dit hier lors de la séance d'ouverture, je crois que c'était le ministre, certaines personnes sont nées dans internet. Certaines personnes savent ce qu'était internet auparavant. J'appartiens à ce deuxième groupe. Et les enfants ont des relations avec les membres de leur famille, comme je fais avec mon petit neveu qui vit à l'étranger, ma relation est une relation numérique à travers le Skype. Je suis la tatie du Skype. Donc c'est une autre époque, c'est une époque différente.

Si on revient en arrière, tout a commencé avec les chiffres. Ils étaient utilisés, donc. Il y avait des nombres, des numéros IP pour créer cette connexion sur internet. Il y avait donc des papiers, c'était quelque chose de physique.

Ce système d'enregistrement a été transformé ensuite en un enregistrement de ressources de numéros et cela a commencé dans les années '90 lorsque John Postel a commencé à dire : « OK, les Européens veulent faire leur propre truc. Nous on a ça en Amérique. » C'est en train de se développer, de s'étendre de plus en plus. Donc on a besoin d'une meilleure administration, une meilleure gestion. On a besoin de créer aussi ou de reconnaître cette communauté qui va avec la création de l'internet, parce que l'internet en elle-même est une technologie qui va du bas vers le haut. C'est un type de système qui fait que l'on doit sortir du système classique de téléphone et

qu'on doit créer une technologie alternative. Donc ici, il y a une série de technologies qui entrent en jeu.

Lorsque cela a commencé à avoir lieu, il y a eu des communautés, qui étaient dans le système déjà, qui ont reconnu le besoin à un certain point de... Puisque le système et la communauté étaient déjà là, ils ont reconnu le besoin d'organiser cela en établissant des registres. Et c'est là que le RIR a été créé, les registres internet régionaux. Et il y a des gens ici, je sais, qui travaillent pour un de ces RIR ; je le sais.

Donc en tout cas, moi, quand cela est arrivé et ensuite ICANN a été créé, il a fallu connecter tout cela au système mondial et au système d'ICANN aussi, puisqu'ils faisaient un enregistrement à haut niveau pour toutes ces régions séparées.

Donc il y a eu un protocole d'accord qui a indiqué que le système régional fonctionnait correctement. Le développement de politiques avait lieu concernant les chiffres. Dans un processus du bas vers le haut qui existait au niveau régional, tout fonctionnait correctement mais il fallait qu'il y ait vraiment une participation mutuelle. Donc cela a été fait en 1999 et le NRO a été établi en 2004. Et il y a eu ensuite un MoU qui a été signé à l'époque.

SIRANUSH VARDANYAN : Il vous reste quelques minutes parce que nous voulons garder un petit peu de temps pour les questions.

FILIZ YILMAZ : Parfait. Il me reste deux diapositives.

Donc notre portée de travail, l'envergure de notre travail au sein de la sphère d'ICANN, c'est très important de comprendre que nous ne faisons pas les politiques pour les IP et les numéros AS. Nous développons certaines choses. Ensuite, la communauté – je suis un membre de la communauté, je ne travaille pas pour un RIR, je suis un représentant de la communauté, j'ai été sélectionné dans ce sens auprès d'ASO. Donc nous développent des politiques au sein des différentes régions et ensuite, il y a un concept de politiques mondiales parce qu'IANA, qui est lié à l'ICANN d'une certaine façon comme vous le savez, doit faire certaines choses. Et cela doit s'appliquer à tout le système d'enregistrement et c'est là que la politique régionale devient une politique mondiale, parce que cela porte sur l'enregistrement des ressources d'internet, les nombres AS, les nombres IP, pour l'IANA vers le RIR. Donc ce doit être fait de manière coordonnée, ce doit être fait avec une politique qui s'applique, et donc un secteur régional lorsque l'on parle de la même chose. Et lorsqu'il y a une politique d'enregistrement spécifique pour IANA qui s'applique au RIR, cela devient la

politique mondiale. Et notre travail se base sur cette coordination.

Nous, il y a des politiques qui sont mises en place. Les SO et les AC vont vérifier le processus. Si le processus a été respecté de manière égale et correcte dans chaque région, à ce moment-là, nous pouvons dire au Conseil de l'ICANN que le processus régional a été appliqué correctement pour le processus de développement mondial. Et à ce moment-là, on va ratifier cela et les gens vont pouvoir recevoir leurs ressources. Voilà, c'est notre fonction dans le domaine, donc, dans lequel nous travaillons.

L'autre fonction, c'est de nommer deux sièges, deux personnes au Conseil de l'ICANN, les sièges 9 et 10. Et nous fournissons aussi des conseils, des recommandations au Conseil de l'ICANN si cela est nécessaire. Bien.

En tout cas, la composante de la diversité était un point important et nous en avons hérité déjà depuis l'année 1999. Nous sommes 15 personnes dans notre conseil de l'adressage. Deux de ces personnes... Trois de ces personnes, trois par région – je vous montrerai les régions. Il y a cinq personnes et deux personnes sont élues par la communauté et une est nommée par le conseil du RIR. Donc c'est un petit peu un système pour

s'assurer que tout est respecté, tout le système fonctionne correctement. Voilà.

Ici, je vous montre un schéma. Je sais que ce n'est pas le plus récent mais c'est intéressant. C'est pour cela que je vous le montre. Et cette diapositive sera à votre disposition si cela vous intéresse.

SIRANUSH VARDANYAN : Je l'enverrai aux boursiers.

FILIZ YILMAZ : Oui, tout est transparent.

Bien, alors cela explique un petit peu ce que je vous disais. Donc le développement régional a lieu au niveau des régions, bien sûr, et les régions sont des régions géographiques qui sont liées aux secteurs de services des RIR, AfriNIC, APNIC, RIPE NCC, ARIN et LACNIC. Et lorsque quelque chose devient mondial, lorsqu'on a un enregistrement de ressources d'IANA vers les RIR pour qu'il soit distribué, cela devient global. Et à ce moment-là, notre rôle commence ici. Sinon, nous sommes dans le premier cercle en général. Ici, j'ai mon collègue qui est délégué au NomCom des SO et des Adobe Connect, et nous sommes en contact avec notre communauté régionale et nous venons ici pour le reste. Voilà.

Est-ce que vous avez des questions ?

SIRANUSH VARDANYAN : Nous allons commencer maintenant. Nous allons donner la parole au public pour les questions. Manuela, allez-y. Merci pour votre présentation, Filiz.

MANUELA PERALTA SANTANA : Je suis Manuela. Je viens de la République dominicaine. J'ai deux questions.

Pour être un membre des registres internet il faut être un membre... C'est ma première question, oui. Alors est-ce que... Parce que j'appartiens à la région de l'Amérique latine et des Caraïbes puisque je viens des îles dominicaines. Et je sais que j'appartiens à LACNIC. En tant que membre de LACNIC, je dois avoir travaillé auprès d'un ISP, d'un fournisseur internet ou quelque chose comme cela. Alors est-ce qu'il y a un comité technique qui peut nous aider et contribuer dans ce sens ?

FILIZ YILMAZ : C'est une très bonne question. Je vais en parler tout de suite mais c'est bien que vous en aillez parlé parce qu'on a souvent cette situation.

Vous ne devez pas être un fournisseur d'internet ou une personne qui reçoit une adresse IP ou un registre d'un RIR pour participer au processus de développement de politiques. Dans notre cas, par exemple, il suffit d'avoir une adresse courriel.

Nous ne développons pas des politiques seulement lors des réunions. Notre système d'élaboration de politiques se fait pendant toute l'année. Il peut commencer à n'importe quel moment de l'année. Il ne dépend pas d'une réunion. Vous n'avez pas besoin d'être à une réunion physiquement pour participer aux discussions dans la salle. Mais vous pouvez aussi – parce qu'on peut aussi utiliser internet comme outil – vous avez donc un système de participation à distance qui vous permet d'être ici sans y être.

Et c'est la même chose pour les régions parce que c'est vraiment un système régional du bas vers le haut parce que les régions ont plusieurs rôles. Ces réunions peuvent avoir lieu dans les régions, donc permettre aux gens de la région d'y participer. Il n'est pas nécessaire que vous soyez un membre du RIR en lui-même pour participer aux discussions politiques.

Et ce qui a lieu ici, c'est que les RIR sont des organisations légales qui ont un certain travail à réaliser ; c'est la partie de la gouvernance. Vous avez besoin de finances et autres. Donc leurs conseils dans différentes régions vont ratifier les politiques qui

peuvent être mises en œuvre, parce que ces politiques entraînent souvent que quelque chose doit être fait au niveau du RIR. Et le conseil responsable doit dire : « Oui, on peut le faire. » ou dire : « Non, il y a un problème. Excusez-nous, attendez une minute. Vous nous proposez cela mais il y a un problème concernant ceci et cela. » Et à ce moment-là, on commence à discuter avec les personnes responsables.

Donc je dirais que la seule chose dont vous avez besoin, je n'en dirai pas plus, mais la seule chose dont vous avez besoin, c'est une adresse courriel.

SIRANUSH VARDANYAN : Fatima ?

FATIMA : Bonjour, c'est Fatima de la Turquie. J'aimerais bien parler en turque mais ce n'est pas possible en ce moment.

SIRANUSH VARDANYAN : Vous pourrez le faire après la réunion.

FATIMA : Non, je plaisante.

Je me demandais par rapport aux fournisseurs de service internet, est-ce qu'ils devraient appartenir aux registres internet régionaux? Parce qu'à ce que je sache, ils doivent être accrédités mais ce n'est pas lié aux registres internet régionaux. Parce que par exemple, la Turquie appartient au RIPE NCC mais que je sache, les FSI ne sont pas inclus dans ce groupe.

FILIZ YILMAZ :

Merci. Vous aurez probablement remarqué par mon prénom que je suis Turque. Donc j'aurais pu répondre à votre question en turque.

Mais connaissant la Turquie, sachant qu'elle est dans la région de RIPE, je vous dirais qu'il y a des LAR. Et il y a des FSI qui décident de rejoindre ce groupe et d'obtenir des ressources directement de RIPE NCC avec ce rapport direct, mais il y a d'autres FSI qui choisissent de travailler avec d'autres et d'utiliser ces services LAR pour obtenir les ressources.

Donc en fait, cela appartient à l'industrie dans ce sens. C'est les FSI qui choisissent quels sont les fournisseurs qu'ils choisissent pour leur fournir. Ce n'est pas comme FSI où ils doivent appartenir à une organisation ou une autre ; cela dépend des besoins. Mais si vous travaillez avec de numéros IP, des numéros AS en tant que fournisseur de service internet puisque c'est ce qu'il vous faut pour pouvoir exploiter le service, très souvent, ils

sentent que c'est bénéfique d'avoir des relations contractuelles directes avec les RIR parce que cela facilite leur travail.

Est-ce que j'ai répondu à votre question ? Je pourrais vous expliquer le cas turc tout à l'heure, si vous voulez, en profondeur. Je connais bien le cas. Je travaille pour un RIR moi-même.

SIRANUSH VARDANYAN : Merci. Est-ce que vous pouvez vous rapprocher du micro ?

CALEB OLUMUYIWA OGUNDELE : Je m'appelle Caleb et je voudrais savoir, par rapport au processus d'élaboration de politiques régionales, si une politique est élaborée au niveau régional, par exemple au niveau d'AfriNIC auquel je participe, est-ce que l'ICANN participe à ces politiques et doit les suivre ? Et voyant les flèches sur votre diapositive, j'essaie de comprendre un peu comment cela fonctionne. Alors si les RIR originaux vont faire passer leurs politiques au conseil d'adressage, y a-t-il un conseil d'adressage qui doit également suivre les politiques élaborées au niveau régional d'AfriNIC par exemple ?

FILIZ YILMAZ :

Non. L'élaboration de politiques régionales n'appartient qu'à la région. D'ailleurs, la plupart des membres des SO et des AC participent à ces travaux d'élaboration des politiques régionales. C'est pourquoi nous sommes au courant des politiques et c'est pourquoi nos communautés nous font confiance, aussi. Nous sommes le lien entre eux et l'ICANN.

Par la suite, cela devient une question de politiques de l'ICANN. Seulement si cela devient une politique de l'ICANN, toutes les régions doivent suivre cette politique si cela est lié à l'allocation de ressources ou à l'enregistrement.

Nous avons des exemples exacts de cela. La politique mondiale de l'IP version 6, IPv6. Ces blocs doivent être assignés aux RIR et par la suite, c'est les RIR qui, à travers les politiques régionales, les attribuent aux LAR. À ce premier niveau, de l'IANA aux registres internet régionaux, les RIR, il faut qu'il y ait une politique mondiale parce que cela doit s'appliquer de la même manière partout, par tous les RIR. Ce n'est qu'à ce moment-là que nous nous impliquons.

C'est pareil pour l'IPv4 et pour les numéros AS, c'est-à-dire que nous avons trois politiques mondiales en place, et nous ne prévoyons pas qu'il y en ait beaucoup d'autres parce que ce sont là les trois ressources principales de l'internet qui doivent être

attribuées par IANA aux RIR, pour être alors distribuées à ce moment-là. C'est aussi une question d'enregistrement.

Et puis, cela est également pertinent lorsque nous avons besoin d'avoir des avis du Conseil d'Administration. À ce moment-là, nous continuons également notre travail et nous fournissons des ressources à d'autres secteurs de l'ICANN, comme au Conseil d'Administration de l'ICANN pour la sélection de deux individus de nos communautés – nos communautés régionales – pour qu'elles occupent des postes au sein du Conseil d'Administration. Et nous désignons également d'autres membres d'ailleurs que nous proposons comme candidats au NomCom.

SIRANUSH VARDANYAN : Est-ce que vous voulez rebondir là-dessus, Caleb ? C'est bon ?
Merci.

J'ai Susannah puis Alexander, puis Michael.

SUSANNAH GRAY : Ce n'est vraiment pas une question pour vous, Filiz. C'est une précision.

Vous avez dit qu'il y a un employé d'un RIR qui est un boursier mais on en a un autre qui appartient à AfriNIC. Je ne l'ai pas vu.

SIRANUSH VARDANYAN : Nous avons deux boursiers de RIPE NCC cette fois-ci.

SUSANNAH GRAY : Alors on a trois boursiers. On en a deux de RIPE NCC, un d'AfriNIC et je suis moi-même une ancienne employée d'un RIR. Donc si vous avez des questions par rapport aux RIR, vous pouvez venir nous parler pour que l'on saisisse cette connaissance due à ces boursiers.

SIRANUSH VARDANYAN : Merci Susannah d'avoir fait cette remarque.

Alexander ?

ALEXANDER ISAVNIN : Bonjour encore une fois, Filiz. J'ai deux questions, l'une simple et l'autre difficile.

La question difficile à répondre porte sur la structure d'élaboration de politiques et sur la manière dont la communauté est structurée au sein des RIR. Ici, à l'ICANN, nous avons différents conseils : le conseil de l'adressage, par exemple. Donc ne sentez-vous pas que l'ICANN est un peu trop compliqué et qu'on devrait peut-être changer un peu la manière dont

fonctionne l'attribution des numéros pour simplifier un peu ?
C'est une question difficile à répondre.

D'autre part, vous avez vous-même été élu par la communauté, n'est-ce pas ? Et vous parlez ici de votre travail. Mais au cours des réunions de RIPE, les RIR sont présentées par du personnel, non pas par des personnes élues par la communauté. Donc je pense que ce n'est pas très clair comment cela fonctionne. Est-ce que vous pourriez me l'expliquer ?

SIRANUSH VARDANYAN : Michael, vous voulez ajouter quelque chose là-dessus ?

MICHAEL JOSEPH OGHIA : Oui, c'est une question. Que pensez-vous par rapport à la décentralisation des RIR ? On dirait que le système est un peu plus centralisé et en ce moment, le monde se décentralise, n'est-ce pas ? Donc quels pourraient être les avantages de la décentralisation pour vous ?

FILIZ YILMAZ : J'essaierai de tout répondre en même temps.

Je ne suis pas tout à fait d'accord d'avoir suivi ce que vous avez dit. Je ne suis pas d'accord avec vos définitions de questions difficiles ou simples parce que pour moi, c'était à l'inverse.

Alors quant à la simplification, cela pourrait être plus simple en fonction des besoins. Les structures répondent aux besoins reconnus au sein des communautés. Et ce n'est pas du haut vers le bas, c'est ascendant ; cela nous vient de la communauté. Donc nous avons des unités constitutives dans les structures des RIR, vous me demandiez ? Non, mais pour nous, c'est très ciblé sur les numéros ; Alex, vous le savez. Alors c'est-à-dire que nous nous spécialisons soit en politiques d'adressage, soit en DNS, soit en politiques contre les activités malveillantes. Donc on a également des unités constitutives. C'est qu'on choisit de ne pas les appeler unités constitutives. Mais nous travaillons suivant ces noms.

APNIC, par exemple, les appellent groupes d'intérêts spéciaux, c'est-à-dire ce sont des personnes qui se réunissent pour dire « Moi, je vais travailler spécifiquement sur le DNS ou sur le routage. », et ces personnes forment alors un groupe de travail. Pour RIPE, ce sont des groupes de travail. Donc ces groupes apparaissent lorsque le besoin est identifié ; ils disparaissent lorsqu'on n'en a plus besoin. Il y a également des groupes qui existaient auparavant et qui ne fonctionnent plus maintenant.

Or, en ce concernant votre deuxième question concernant les communautés internet régionales et fonctionnement avec la SO, cela dépend aussi un peu des besoins. Dans le cas de RIPE... Ou plutôt, avec les autres régions, je sais que mes collègues, à

chaque des RIR, ont des mises à jour de la SO. Mais au sein de RIPE, vu qu'il s'agit d'un groupe d'opérateurs qui se réunissent, ce sont des opérateurs de réseau qui se réunissent en même temps que les RIR, nous avons un problème de programmation. Donc nous essayons d'avoir des séances d'information de 10 minutes que lorsque nous avons des informations importantes à partager. Mais s'il y avait plus d'intérêt à ce faire, cela pourrait changer.

Je pensais que cela a été très long. Moi, j'ai pensé que c'était difficile mais pour eux, c'était très embêtant parce qu'ils trouvaient que je n'avais pas partagé suffisamment d'information technique.

Or, l'ASO AC, c'est une organisation de ressources internet, de numéros. Donc on participe en même temps avec IANA, avec l'ICANN. Mais nous, nous sommes de bénévoles. Nous ne pouvons faire des rapport que sur l'élaboration de politiques, sur ce qui se passe au sein du Conseil d'Administration, sur ce que nous connaissons dans nos domaines spécifiques. Le personnel des RIR, le PDG des RIR doivent informer des questions opérationnelles aussi. Donc je crois qu'il y a une combinaison des deux. C'est une question de perception, pas de séparation.

Et pour revenir à la question de Michael, la numérisation ou la centralisation comme vous l'avez appelé. Bon, il y a toujours des mécanismes. Lorsque les RIR ont commencé, ils n'étaient que trois. C'est pourquoi le MoU a été signé par trois : ARIN, RIPE NCC et APNIC. Et puis en Amérique du Nord, ils ont voulu faire leurs propres choses, donc ils se sont établis séparément. Et c'était pareil pour AfriNIC. J'ai assisté à la première réunion d'AfriNIC, je me souviens, et puis ils ont commencé à travailler de leur côté. Donc on a toujours du potentiel. Mais que vous saviez, la création d'une communauté et l'établissement de procédures et la facilitation de tout cela est assez intéressant. Donc je pense qu'il y a beaucoup de communautés qui aiment utiliser ce processus de facilitation avec des mécanismes établis. Mais s'il y avait un sixième RIR, on devrait également évaluer cela. C'est comme cela que vous établissez votre communauté, c'est comme cela que ça commence, à travers des discussions avec ces gens.

MICHAEL JOSEPH OGHIA : Donc je parle de distribution de responsabilités avec les grands RIR et leurs rapports avec les petites organisations.

FILIZ YILMAZ : Oui, et c'est reconnu des fois. RIPE NCC, par exemple, et la communauté de RIPE aiment avoir des connexions directes.

Mais dans la communauté APJ par exemple, l'APNIC, il y a des registres internet régionaux nationaux, c'est-à-dire qu'ils ont ajouté un autre niveau parce qu'ils en avaient besoin ou il y avait une demande de ce faire. Donc cela dépend de chaque région. Même avant le RIR, ils ont ajouté un autre niveau pour décentraliser – je ne sais pas si je l'appliquerais comme cela mais bon, c'est ce que c'est.

SIRANUSH VARDANYAN : Merci, Filiz, de nous avoir consacré ce temps de venir nous voir. Nous applaudissons pour vous remercier.

Et je vais maintenant inviter le dernier présentateur d'aujourd'hui, Robert Hoggarth. Veuillez, s'il vous plaît, nous rejoindre. Robert est le vice-président d'élaboration de politiques et des relations du comité consultatif gouvernemental de l'ICANN. Donc il va nous présenter le comité consultatif gouvernemental, le GAC. Et il est là avec l'un de nos anciens qui travaille également pour mentorer les nouveaux arrivants à cette présente réunion, ICANN60.

Nous avons maintenant cinq à 10 minutes pour les présentations et puis, nous aurons une autre session de questions et réponses pendant 10 minutes. On m'a dit qu'il faut que l'on abandonne la salle à 13:30 pile parce qu'il y aura une autre séance qui commencera ici à cette heure-là.

Cela dit, Robert, vous avez la parole.

ROBERT HOGGARTH : Merci. Siranush me dit cela parce qu'elle sait que je pourrais passer des heures à vous parler et elle ne veut pas que vous vous endormiez. Donc ici, elle me donne une piste pour que cela se passe un peu mieux.

Donc bonjour. Merci de nous avoir invité et de nous avoir consacré ce temps pour venir nous présenter. Je suis content d'avoir ici un ancien du programme des boursiers parce qu'il a beaucoup d'expérience, il connaît bien les programmes auxquels vous participez et il connaît intimement ce que cela implique que d'apprendre sur les différentes communautés au sein de l'ICANN, et en particulier sur le GAC. Donc je vous remercie de tout cœur d'être là avec moi.

J'ai partagé avec vous des diapositives que j'aimerais utiliser comme ressources d'informations. Je ne vais pas les présenter moi-même. J'espère que vous les consulterez vous-mêmes.

SIRANUSH VARDANYAN : Oui, j'aimerais bien pouvoir vous les montrer en ce moment mais ce n'est pas le cas. Peut-être que notre équipe a des problèmes pour ce faire parce qu'on ne les a pas partagées plus tôt. Mais je vais m'assurer que les boursiers les reçoivent.

ROBERT HOGGARTH : J'ai fait à Siranush ce que d'autres me font. Je m'en excuse. J'arrive avec les diapos une heure avant la séance.

Le minuteur n'avance pas ?

SIRANUSH VARDANYAN : Non. N'y faites pas attention. C'est moi qui vais m'occuper du temps.

ROBERT HOGGARTH : D'accord. Donc vous me [inintelligible]. Alors j'apprécie énormément cette invitation et j'apprécie la possibilité d'être là avec Rapid parce que je suis moi-même assez neuf au sein du GAC. Je célèbre ma treizième semaine au soutien de la communauté. Auparavant, je travaillais avec l'équipe d'élaboration de politiques. Et c'était une expérience très intéressante pour moi. À partir de vos points de vue je pense – et l'a discuté avec Rapid –, dans cette situation, nous voulons vous recruter, vous demander de venir au GAC. Il y a huit ou neuf parmi vous qui travaillez au sein d'un gouvernement ou pour des gouvernements et vous savez qu'il y a des attentes ou des demandes de base, et que les personnes en général sont assignées ou se proposent comme des bénévoles pour représenter leur pays ou leur gouvernement au sein du GAC.

Mais comme vous aurez vu à travers d'autres matériaux, le GAC joue un rôle essentiel dans l'écosystème de l'ICANN. GAC, cela veut dire comité consultatif gouvernemental, en anglais. Et les perspectives des gouvernements par rapport à la politique publique, aux intérêts publics, aux questions d'application de lois, aux droits des citoyens, aux manières dont les individus peuvent se comporter. Notre rôle dans ce sens est donc critique. Et dans un environnement comme l'ICANN, il est très important de partager cette expérience, cet avis. Donc il est très important que le GAC fonctionne pleinement, que ce soit un partenaire du reste de la communauté.

Et je pense que l'une des innovations qui a été reconnue par la communauté des gouvernements récemment est que la possibilité de partager des informations sur leur travail, sur leur processus, sur la manière dont ils opèrent est très important pour aider à surmonter des barrières à la communication avec d'autres parties de la communauté. Ce n'est qu'il y a quelques années que le GAC a changé sa focalisation et s'est dit « Nous serons un groupe qui sera maintenant ouvert au reste de la communauté. »

Avant cela, il y a deux, trois ans, les séances étaient toutes privées au GAC, et les personnes n'avaient pas la possibilité de venir observer ces séances. Maintenant, toutes les réunions du GAC, à quelques exceptions près qui sont très rares, sont

publiques, sont disponibles à distance et en personne. Et cela fait partie de la philosophie de la communauté et de la manière dont elle mène à bien ses travaux.

Avec le GAC, ce qui est intéressant, c'est qu'il y a peu de personnes qui se rendent compte, lorsqu'elles observent les différentes communautés, du fait que le GAC est l'une des seules communautés à avoir le plus de participation de partout dans le monde, plus que toutes les autres communautés. Cela répond à différents facteurs mais ce qui était remarquable pour moi, c'est que quand je me suis joints à ce comité, j'ai vu comment le comité pouvait travailler de manière efficace et faire ses travaux. Non, ne vous inquiétez pas, on pourrait mettre une photo. L'élément critique de cela, de ce changement, est très important parce que les personnes voient les gouvernements comme des entités monolithiques alors qu'elles sont très dynamiques. Le GAC et tout à fait dynamique dans ce sens.

L'un des domaines de focalisation principale pour le GAC récemment – et dans les années à venir, je pense que ce sera également le cas – est la question sur comment intégrer ces personnes. Le GAC ne fonctionne pas comme la GNSO ou la ccNSO. Il y a des réunions en permanence toutes les deux ou trois semaines. Les gouvernements se concentrent plutôt sur une réunion particulière ; ils se préparent pour y venir trois ou

quatre mois plus tard ; et puis nous avons huit heures de discussions et on se revoit six mois plus tard.

Le rythme de l'ICANN ne reflète pas véritablement cela. Et donc à mesure que nous changeons – et je fais ici une note en bas de page : c'est le fait que depuis la cinquante-neuvième réunion de l'ICANN, nous avons reçu 19 nouveaux participants sur une participation d'à peu près 400 individus. Donc lorsque l'on analyse cela, nous voyons à peu près 40 % de croissance en une année. Même si ce n'est pas que ces derniers trois, quatre mois que nous avons eu ces nouveaux membres, c'est un grand changement. Et le GAC sera productif dans le nouvel espace de gouvernance internet et travaillera en coordination avec le Conseil d'Administration et d'autres communautés. Et pour ce faire, il nous faut des personnes qui soient impliquées avec le travail, qui soient actives.

Et si vous me le permettez, je voudrais vous céder la parole, Rapid, un petit moment pour que vous expliquiez quelques unes des initiatives auxquelles vous avez participé, auxquelles vous avez aidé pour penser à comment intégrer les personnes un peu plus vite. Merci.

RAPID SUN :

Bonjour à tous. Donc je suis un représentant du GAC du Cambodge et je vais vous parler un petit peu de mon expérience au GAC.

J'étais d'abord un boursier à ICANN54. À cette époque-là, il n'y avait pas de représentant du GAC du Cambodge. Je suis allé voir le ministère pour proposer qu'il y ait un représentant au GAC de mon pays. Nous avons aussi demandé la participation d'ICANN au Cambodge avec le bureau régional, qui nous a donné un grand soutien, et au niveau aussi de la formation et des tendances concernant la sécurité sur internet.

La première fois que j'ai participé à une réunion du GAC, j'ai été sélectionné pour être donc un mentoré pour le programme pilote d'intégration qui a été mis en place l'année dernière pour donner un renforcement de capacités, pour donner un mentorat aux membres de la communauté pour que la communauté puisse apprendre plus rapidement et être capable de participer plus rapidement aussi. Donc j'ai été mentoré à l'époque. À cette époque-là, mon mentor était monsieur Tracy Hackshaw qui était le représentant du GAC de Trinité-et-Tobago. Et maintenant, pour cette réunion d'ICANN d'Abu Dhabi, je suis un mentor et j'ai un mentoré et nous travaillons ensemble pour mettre en place un plan pour l'année 2018. Et je dirais que c'est vrai, le nombre de membres du GAC augmente en permanence et c'est bien qu'il

y ait quelqu'un qui puisse les aider, qui puisse aider les membres de la communauté à entrer au GAC.

SIRANUSH VARDANYAN : Merci. Robert, est-ce que vous avez quelque chose à ajouter ? Ah, nous avons déjà des personnes qui veulent poser des questions. Bien, nous allons commencer par Bruna.

BRUNA SANTOS : Merci beaucoup. C'est ma deuxième période de boursière au sein d'ICANN et je voudrais vous dire que j'ai, moi aussi, travaillé pour le gouvernement. Donc j'ai une certaine expérience dans ce domaine. Et dans certains pays, on reçoit des critiques de la société civile et du reste de la communauté concernant la transparence, l'ouverture. Et je vois un petit peu que ce type de choses ne peuvent pas arriver à ICANN. Et est-ce que vous pensez qu'il pourrait y avoir une manière d'avoir plus de transparence, plus de participation de la communauté, non pas au niveau du GAC mais au niveau des régions parce que les représentants qui sont au sein du GAC ne sont pas en contact avec les membres de la communauté ?

ROBERT HOGGARTH : Je ne suis pas un représentant du gouvernement donc je ne peux pas parler en tant que représentant du gouvernement.

Mais je dirais que les gouvernements individuels ont différentes relations avec leurs citoyens, et c'est un petit peu le défi qui existe puisqu'il faut répondre à certaines attentes.

Je peux vous parler du point de vue du GAC, et je peux vous dire que nous essayons d'augmenter la participation et la possibilité de s'engager et l'ouverture de notre organisation. J'ai reçu des commentaires des gens concernant l'ouverture du GAC et je sais que c'est très bien vu. Le personnel de l'ICANN essaie de faire participer davantage la communauté et la meilleure façon, c'est d'ouvrir des canaux de communication avec la communauté. Donc je ne peux pas parler de problèmes précis mais je peux vous dire en tout cas que nous avons davantage de communication, que nous communiquons davantage avec la communauté et que c'est un point qui nous paraît très important.

RAPID SUN :

Je dirais aussi que chaque gouvernement a ses propres intérêts et que nous devons tenir compte de points concernant la religion, la géographie, etc., les choses qui intéressent chaque pays.

SIRANUSH VARDANYAN : Destiny, ensuite Bram, [inintelligible], Anju et Catalina. Et si nous avons le temps, nous continuerons.

DESTINY TCHEHOUALI : Merci, merci Siranush. Je suis Destiny Tchehouali du Québec et je suis un boursier et je voudrais parler en français.

Au niveau du GAC, j'ai compris que parmi vos membres, vous fonctionnez avec des États et pas forcément des gouvernements dans le sens où, la question que je me pose concrètement, c'est par exemple, pourquoi le gouvernement du Québec n'est pas représenté par exemple sur le GAC, ne serait-ce qu'en tant que membre observateur, comme on le voit des fois avec l'UNESCO ou l'OIF qui ont des gouvernements comme des membres observateurs.

Et la deuxième question, c'est de savoir, parmi vos représentants, est-ce que vous faites plus affaire avec des ministères des Affaires étrangères ou plus des ministères des Télécommunications et des TIC, qui dominent un peu à ce niveau-là en terme de représentativité. Merci.

ROBERT HOGGARTH : C'est une question intéressante. J'espère pouvoir y répondre.

En général, l'intérêt des gouvernements qui sont membres du GAC ne sont pas seulement des gouvernements locaux comme des villes. Il y a des efforts qui ont été faits. Par exemple, le groupe de travail sur la sécurité public essaie d'organiser des séances pour la communauté des forces de l'ordre. Mais on reconnaît, comme il s'agit d'une fonction gouvernementale, le GAC a créé un groupe de travail séparé pour faire des recherches sur ce point. Donc comme il y avait des fonctions uniques liées au gouvernement en dessous du niveau national, le GAC s'en est occupé.

Et puis j'ai oublié votre deuxième question. Mais peut-être que Siranush va me dire quelle était la deuxième question.

SIRANUSH VARDANYAN : Non, j'ai écrit seulement le nom de la personne qui veut prendre la parole ensuite. Destiny, s'il vous plaît, vous en parlerez après avec Robert si cela ne vous dérange pas ou avec Rapid.

Bram ?

BRAM FUDZULANI : C'est ma première réunion de l'ICANN et je voudrais savoir comment est-ce que le GAC participe de façon à ce que si un pays n'est pas représenté au GAC, il puisse reconnaître l'importance d'être représenté. Je pose cette question parce que

dans mon pays, on a une liste de personnes qui sont inscrites et qui ne sont pas présentes au GAC. Donc je voudrais savoir si vous représentez tous les pays et si ce n'est pas le cas, les pays que vous ne représentez pas, est-ce que vous en parlez, à eux.

ROBERT HOGGARTH : Je vois que vous êtes un formateur, peut-être ?

SIRANUSH VARDANYAN : Tout le monde apprend.

ROBERT HOGGARTH : Première question. Les gouvernements individuels doivent savoir décider eux-mêmes qui est-ce qu'ils veulent nommer. Certains pays envoient des gens à toutes les réunions, d'autres pays n'envoient de gens à aucune réunion et c'est pour cela que le GAC finance les voyages, offre un financement.

Ensuite, vous avez demandé si ICANN encourageait le niveau de participation auprès des gouvernements. Alors un système que nous avons, c'est l'équipe de GSE, l'équipe de participation et d'engagement. Ils essaient de communiquer sur ICANN auprès de différentes parties prenantes, et donc ils ont un bon impact dans ce sens. L'autre groupe au sein d'ICANN, c'est l'équipe de participation des gouvernements. Ils ont donc directement un

contact avec les gouvernements de manière exclusive. Et je pense que c'est une combinaison de travail de ces deux équipes qui pourrait répondre à votre question, parce que nous avons 170 membres du GAC. Il n'y a pas vraiment un problème du point de vue du GAC concernant le recrutement. Ce que fait le GAC maintenant, c'est voir comment augmenter la participation des membres qui sont déjà des membres du GAC, comment est-ce qu'on permet aux gens de participer davantage, de donner leur opinion, leurs conseils au Conseil d'Administration.

Donc pour certains pays, je propose deux choses. Premièrement, identifier – vous avez ici la possibilité de le faire – les membres de l'équipe de GSE et voir qui, dans cette équipe et dans cette équipe des parties prenantes globales, est responsable de votre région, de votre pays. Donc ce serait la première étape : prendre contact avec cette équipe qui s'appelle le GSE, voir quels sont les représentants dans votre région et leur poser des questions que vous avez posées ici parce que c'est souvent un défi – et je pense que vous savez cela – comment travailler avec la communauté d'ICANN. Moi, je viens à cette réunion, je veux vraiment tirer le meilleur profit de cette occasion que j'aie.

Donc ici, vous avez, pendant ces journées de réunion, la possibilité de rencontrer ces gens et de commencer à parler avec eux et de leur demander, par exemple pourquoi je vois toujours les mêmes représentants. Et je pense qu'il y a sûrement

une réponse ; ils vont vous donner une réponse probablement.
Si vous voulez, nous en reparlerons après, tous les deux.

SIRANUSH VARDANYAN : Catalina ? Catalina, allez-y, vous avez la parole.

RAPID SUN : Pour en revenir à la question qui vient d'être posée, les ministres nomment les représentants du GAC. Je pense que c'est un processus qui se fait de manière interne dans chaque pays. Les ministères ou le ministre va coordonner pour savoir quel est le ministère qui va être responsable. Par exemple aux Cambodge, nous avons un ministère de la poste et des télécommunications. Et au niveau du GAC, c'est le ministère des affaires étrangères qui se rend donc aux réunions du GAC. Donc vous pouvez vous rendre, aller voir le représentant du GAC pour un pays donné et voir quel est le contact qu'il a avec le ministère local de son pays, de quel ministère il dépend. Voilà.

SIRANUSH VARDANYAN : S'il vous plaît maintenant, une intervention très brève. Nous avons peu de temps.

CATALINA REYES VILLEGAS : Bonjour, je suis Catalina. Je vais parler en espagnol.

Ma question est la suivante: je viens ici en tant que représentante de mon gouvernement. Je travaille pour le gouvernement. J'ai vu qu'il y avait beaucoup de potentiel au niveau du GAC dans ce sens, mais je vois que les pays ne participent qu'au niveau du GAC, se limitent à la participation au GAC. Quelle est votre opinion à ce propos? Est-ce que vous pensez que les pays peuvent augmenter la participation au sein de l'ICANN, comme observateur au sein des autres comités par exemple?

ROBERT HOGGARTH: C'est une très bonne question. J'ai plusieurs diapositives justement qui indiquent le niveau de participation du GAC et des différents pays au sein du GAC et des groupes intercommunautaire et des efforts réalisés au niveau des PDP, processus d'élaboration de politiques. Donc je dirais que la participation du GAC va ensuite tirer profit des différentes opportunités qui existent au sein d'ICANN et travailler dans différents domaines. Donc je vous encourage et j'encourage tous ceux qui travaillent avec des gouvernements de profiter aussi de cette possibilité. Je pense que le véritable défi qui existe ici, c'est la largeur de bande que les participants ont et la possibilité de s'engager dans les différents domaines qui les intéressent et le temps qu'ils ont.

C'est comme la communauté des parties prenantes en général, nous reconnaissons qu'ICANN n'est pas votre unique travail et je sais qu'il y a certains participants du GAC qui ont peu de temps. Et je pense que les gouvernements individuels doivent s'engager, doivent être sûrs que s'il y a quelque chose qui les intéresse et quelque chose qui peut intéresser leurs citoyens, ils doivent voir dans quel domaine ils peuvent participer aux activités d'ICANN.

Donc nous avons identifié certains gouvernements, nous voyons dans quel domaine ils participent et à ce moment-là, nous essayons de les aider pour continuer à participer à différents groupes de travail et tirer le meilleur profit de leur participation.

SIRANUSH VARDANYAN : Merci pour votre temps, Robert. Je sais qu'il y avait d'autres questions, mais nous n'avons pas le temps. Donc notre réunion est terminée. Merci.

[FIN DE LA TRANSCRIPTION]